Les subsides

Zalm qui se frotte les mains d'aise, car il aura le loisir de consacrer ces fonds à d'autres fins ou pour comprimer le déficit de sa province.

Cette situation ressemble beaucoup à celle de l'enseignement postsecondaire. Les députés savent pertinemment que jusqu'à ce que le gouvernement libéral, appuyé par l'opposition conservatrice, ait modifié les règles du jeu il y a une dizaine d'années de cela, les fonds fédéraux destinés aux provinces pour l'enseignement postsecondaire en vertu de la Loi sur les accords fiscaux devaient être effectivement consacrés à l'enseignement postsecondaire. Depuis, les provinces peuvent dépenser cet argent comme elles l'entendent.

M. Blenkarn: Pas vraiment.

Mme Jewett: Pratiquement comme bon leur semble. En fait, dans le cas de la Colombie-Britannique...

M. Blenkarn: La loi a été modifiée, vous vous en souvenez?

Mme Jewett: J'en parle dans un instant. Cette modification précise simplement qu'il faut déposer à la Chambre...

M. Blenkarn: C'est exact.

Mme Jewett: J'étais présente et j'ai voté en faveur de cette proposition. Il faut faire part à la Chambre de l'usage qui sera fait de ces fonds; il suffit simplement de déposer le document l'expliquant. Nous avons adopté une autre modification exigeant que les fonds soient utilisés aux fins prévues. Sauf dans le domaine de la santé et quelques autres, le gouvernement fédéral renonce à ses responsabilités en négligeant de s'assurer que les fonds fédéraux seront consacrés au moins dans une grande mesure aux domaines prévus. Voilà exactement ce qu'on aurait dû faire. Je ne pense pas qu'il soit trop tard. La taxe à l'exportation donnera lieu à d'autres recettes avant qu'on ne la transforme en droits de coupe ou que d'autres dispositions soient prises, mais il est vraiment peu probable, selon moi, que le gouvernement fédéral prenne des mesures en ce sens. Les répercussions favorables sur l'industrie forestière auraient été extrêmement importantes non seulement pour la Colombie-Britannique mais pour l'ensemble du Canada. Comme je l'ai signalé tout à l'heure, aucune autre ressource ne nous procure autant de recettes d'exportation. Une telle mesure aurait également favorisé la diversification de l'économie, qui constitue l'un des objectifs du gouvernement, selon le ministre.

Le fait d'avoir une politique forestière dynamique permettrait à une foule d'industries secondaires de s'épanouir. Comme Jack Munro l'a lui-même souligné:

Des emplois de toutes sortes pourraient être créés dans l'industrie forestière, non seulement dans la sylviculture et le reboisement, mais aussi dans des industries secondaires, dans la fabrication de produits auxquels on n'a même pas encore pensé.

Le gouvernement parle beaucoup de diversification mais, de fait, il n'a rien fait, à ma connaissance, et il ne se vante même pas d'avoir fait quoi que ce soit, ni pour favoriser la croissance de la ressource forestière en Colombie-Britannique, ni pour en favoriser la diversification.

● (1610)
J'aurais aimé pouvoir consacrer quelques minutes à d'autres sujets. Je me contenterai de signaler comment le gouvernement fédéral administre les centres d'emploi du Canada. Il y réduit les effectifs au moment même où le chômage est à la hausse.

Je trouverai l'occasion d'aborder cette question de façon plus détaillée à un autre moment.

M. Crofton: Madame la Présidente, j'ai écouté avec intérêt les commentaires de la députée de New Westminster—Coquitlam (M^{me} Jewett). Elle a d'abord dit que le gouvernement fédéral n'avait rien fait pour répondre aux besoins de l'industrie forestière de la Colombie-Britannique. Elle ne s'est malheureusement pas donné la peine d'ajouter que son parti avait été complice de l'ancien gouvernement qui a volé le Trésor du Canada, qui a fait les poches de tous les Canadiens et qui a laissé au gouvernement actuel un gâchis financier extrêmement difficile à surmonter. Je trouve très regrettable que les députés du NPD ne réussissent pas à vivre dans le monde réel.

La députée a dit que nous n'avions pas établi un véritable ministère des Forêts. Je regrette comme elle que nous n'ayons pas atteint ce but mais nous avons créé le ministère d'État aux Forêts, ce qui est beaucoup mieux qu'auparavant.

Le gouvernement a travaillé très fort pour négocier avec la Colombie-Britannique un accord ADER de 300 millions de dollars sur les forêts. Je ne me souviens pas que les députés de son parti aient dit quelque chose de favorable à ce sujet. C'était pourtant un autre important pas en avant pour répondre aux grands besoins de l'industrie forestière de la Colombie-Britannique.

Je voudrais parler en particulier de la taxe de 15 p. 100 à l'exportation qui rapporte au Canada environ 600 millions de dollars qui ne viendraient pas au Canada si les députés du NPD avaient obtenu ce qu'ils demandaient dans le débat. Ils ont combattu l'accord avec acharnement et se sont prononcés contre. On dirait qu'ils auraient préféré que les 600 millions de dollars soient versés au Trésor des États-Unis. La députée considère-t-elle maintenant que c'était une bonne idée? En tout cas, elle a beaucoup parlé de la façon dont nous devrions dépenser cet argent que nous n'aurions pas eu si nous avions écouté son parti.

Mme Jewett: Madame la Présidente, le député prétend-il qu'on devrait dépenser l'argent au gré de la Colombie-Britannique? C'est la vraie question. C'est une taxe fédérale à l'exportation et le député semble penser qu'on devrait l'employer à tout sauf à la sylviculture et au reboisement. Il contredit certainement la ministre du Commerce extérieur (M^{lle} Carney) qui a répété trois fois qu'on comptait bien qu'une grande partie des fonds soit affectée à la sylviculture et au reboisement. Je suppose que le député prétend que cela n'a pas d'importance, que les conservateurs ne veulent pas savoir comment l'argent sera dépensé et qu'il faut laisser le premier ministre Vander Zalm en disposer comme bon lui semble. C'est ce qu'il semble dire.

M. St. Germain: Madame la Présidente, je suis vraiment étonné que la députée de New Westminster—Coquitlam (M^{me} Jewett) veuille s'arroger pratiquement les pouvoirs conférés aux provinces canadiennes. Personne ne songerait à s'insurger contre la préservation de nos forêts et le maintien d'un niveau élevé de sylviculture et de reboisement en Colombie-Britannique. Toutefois, la députée a essayé de faire croire aux Canadiens qu'ils sont les défenseurs de l'industrie forestière. Dans le rapport du Conseil des industries forestières de Colombie-Britannique sur les projets de loi C-18 et C-19, il est fait état